

Braver le code de la santé...

Contactés, les services de la préfecture de Corse-du-Sud renvoient sur la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement). "Nous n'avons pas été avertis que ce site avait ouvert, nous le découvrons et nous allons donc aller sur place. Il suffisait d'une déclaration, nous ne comprenons pas pourquoi cela n'a pas été fait", assure-t-on du côté des services de l'État.

Sotto voce, un élu du grand Ajaccio confiait hier qu'il était "moins embêtant de braver le code de la santé publique que celui des marchés publics".

L'État qui met la priorité sur les services fiscaux et l'orthodoxie financière poursuit en effet de manière très sévère ceux qui, même en cas d'urgence, ne respectent pas les procédures d'appels d'offres...



À l'entrée du site, le panneau apparaît quelque peu ironique, au regard de ce qui se trouve derrière.

Les anciens élus de la Capa s'en souviennent. En matière de respect de la santé des habitants, on est manifestement moins regardant comme en témoignent les divers scandales sanitaires qui éclatent depuis quelques mois partout en France.

I. L.

"Une solution transitoire"

Le maire de Cauro, Pascal Leccia, n'est pas satisfait de la solution trouvée pour stocker les ordures ménagères de la communauté de communes de l'Ornano.

"J'avais récupéré ce terrain communal par voie de justice. Il avait été totalement dégradé par le précédent locataire qui avait fait une sorte de carrière, alors qu'il louait pour un centre équestre. Je l'ai mis de manière transitoire à la disposition de la communauté de communes", explique-t-il.

Le premier magistrat de Cauro assure que plus aucun camion ne vient porter des balles d'ordures depuis quelques jours déjà. Et que, très prochainement, ces balles prendront un nouveau camion pour sortir de cette parcelle.

De fait, la décision d'utiliser ce terrain qui fait face à la recyclerie (mais qui est bien distinct) a, manifestement, été prise dans l'urgence.

"Il est vrai que le conseil municipal n'a pas été alerté parce qu'il fallait aller vite et que ce n'était pas vraiment la peine", reconnaît le premier magistrat de la commune.

Il est vrai aussi que la question des déchets

est particulièrement délicate. Tout le monde en produit mais personne n'en veut à proximité de son habitation. Une attitude que les Anglo-Saxons définissent par l'expression "Not in my backyard".



Le maire de Cauro assure que le désagrément est transitoire.

(pas dans mon jardin). À Cauro, le transitoire ne devrait pas durer. La crise des déchets n'est cependant pas terminée. Avec deux centres d'enfouissement qui ferment ou ouvrent au gré des humeurs des uns et des autres, elle ne peut que perdurer.

I. L.